

Manifestation → 22 septembre
14h - place Buisset
CHARLEROÏ

STOP

à l'enfermement des personnes sans-papier

JAMIRA ADAMI • ON N'OUBLIE PAS !!
NON AU PROJET DE CONSTRUCTION DE CENTRE FERMÉ
À JUMET
Ni ici, Ni AILLEURS!

Manifestation → 22 septembre
14h - place Buisset
CHARLEROÏ

STOP

à l'enfermement des personnes sans-papier

JAMIRA ADAMI • ON N'OUBLIE PAS !!
NON AU PROJET DE CONSTRUCTION DE CENTRE FERMÉ
À JUMET
Ni ici, Ni AILLEURS!

Manifestation → 22 septembre
14h - place Buisset
CHARLEROÏ

STOP

à l'enfermement des personnes sans-papier

JAMIRA ADAMI • ON N'OUBLIE PAS !!
NON AU PROJET DE CONSTRUCTION DE CENTRE FERMÉ
À JUMET
Ni ici, Ni AILLEURS!

Manifestation → 22 septembre
14h - place Buisset
CHARLEROÏ

STOP

à l'enfermement des personnes sans-papier

JAMIRA ADAMI • ON N'OUBLIE PAS !!
NON AU PROJET DE CONSTRUCTION DE CENTRE FERMÉ
À JUMET
Ni ici, Ni AILLEURS!

À Jumet, à côté de Charleroi, le gouvernement prévoit la construction d'ici 2028 d'un centre fermé de 200 places au total, ce qui en ferait le plus grand centre de détention dite "administrative" de Belgique. Les centres fermés séquestrent des personnes pour cause de « situation administrative irrégulière » et ont pour but officiel de déporter ces personnes détenues hors du territoire belge par avion, de force. Autrement dit, ces centres privent de liberté des personnes ayant pour seule infraction à leur charge de n'avoir pas les « bons » papiers. Ces dispositifs de détention furent implantés en Belgique à l'entrée de l'extrême droite au Parlement dans les années nonante. Depuis lors, la machine à enfermer et à expulser continue toujours d'être renforcée, les centres fermés s'étendent de plus en plus et témoignent d'une politique migratoire raciste, violente et meurtrière. Aujourd'hui, on dénombre 6 centres fermés en Belgique, et les gouvernements successifs prévoient d'en construire d'autres encore. Les budget déployés pour exécuter ces traitements inhumains sont astronomiques. Les expulsions se font à la chaîne : elles se comptent par milliers chaque année. L'ensemble de ce dispositif de détention-expulsion, d'une grande violence physique et psychologique, pousse les personnes à bout. Et l'État belge a été condamné à plus de 8000 reprises pour non-respect du droit fondamental de l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile. Depuis l'existence des centres fermés, de nombreuses personnes y ont trouvé la mort, dans certains cas par suicides, parfois dans des circonstances obscures, et parfois dans des meurtres.

C'est en mémoire de Semira Adamu, résistante sans-papiers tuée en 1998 par la police lors de sa sixième tentative d'expulsion, que nous manifesterons contre les centres fermés ce 22 septembre. Cette date nous rappelle sa mort, provoquée par le racisme et les politiques migratoires. Celles-ci ne cessent de faire des victimes de : Mawda (tuée par la police en 2023), Tamazi (mort en 2023 en centre fermé), c'est en leur mémoire aussi que nous nous rassembleront. Et en mémoire de tou.te.s les autres, anonymes, aux frontières, dans la mer, sur les routes, tous les jours. Luttons contre l'invisibilisation et l'oubli des nombreuses morts que l'Etat provoque à ses frontières et dans les centres fermés. Traques, rafles, arrestations, détentions, expulsions... Les frontières et leurs politiques violentent et tuent, le passé et le présent ne cessent de le démontrer. Toute notre solidarité va aux victimes de ces actes de torture, commis par des fonctionnaires de l'État en toute impunité.

Nous n'acceptons pas la construction d'un centre fermé à Jumet, nous ne croyons pas les mensonges et omissions des politiques, nous ne tolérons pas qu'ils nous cachent ce qu'un projet de centre fermé incarne réellement : l'incarcération et la déportation de milliers de personnes pour la seule raison qu'elles n'ont pas les bons papiers. Nous refusons que d'autres personnes périssent dans les centres fermés, durant les traques, les expulsions forcées, nous refusons que les frontières tuent en silence. Les dispositifs inhumains et meurtriers que sont les centres fermés doivent disparaître, pas question d'en construire de nouveaux !

Levons nos voix et organisons-nous contre ces politiques migratoires qui assassinent, pour la fin immédiate de tout enfermement, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous. Pour la mémoire de Semira Adamu et de toutes les personnes que les politiques migratoires ont visé, violenté, réprimé, tué. Opposons-nous à l'extension de la machine à enfermer et à expulser.

À Jumet, à côté de Charleroi, le gouvernement prévoit la construction d'ici 2028 d'un centre fermé de 200 places au total, ce qui en ferait le plus grand centre de détention dite "administrative" de Belgique. Les centres fermés séquestrent des personnes pour cause de « situation administrative irrégulière » et ont pour but officiel de déporter ces personnes détenues hors du territoire belge par avion, de force. Autrement dit, ces centres privent de liberté des personnes ayant pour seule infraction à leur charge de n'avoir pas les « bons » papiers. Ces dispositifs de détention furent implantés en Belgique à l'entrée de l'extrême droite au Parlement dans les années nonante. Depuis lors, la machine à enfermer et à expulser continue toujours d'être renforcée, les centres fermés s'étendent de plus en plus et témoignent d'une politique migratoire raciste, violente et meurtrière. Aujourd'hui, on dénombre 6 centres fermés en Belgique, et les gouvernements successifs prévoient d'en construire d'autres encore. Les budget déployés pour exécuter ces traitements inhumains sont astronomiques. Les expulsions se font à la chaîne : elles se comptent par milliers chaque année. L'ensemble de ce dispositif de détention-expulsion, d'une grande violence physique et psychologique, pousse les personnes à bout. Et l'État belge a été condamné à plus de 8000 reprises pour non-respect du droit fondamental de l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile. Depuis l'existence des centres fermés, de nombreuses personnes y ont trouvé la mort, dans certains cas par suicides, parfois dans des circonstances obscures, et parfois dans des meurtres.

C'est en mémoire de Semira Adamu, résistante sans-papiers tuée en 1998 par la police lors de sa sixième tentative d'expulsion, que nous manifesterons contre les centres fermés ce 22 septembre. Cette date nous rappelle sa mort, provoquée par le racisme et les politiques migratoires. Celles-ci ne cessent de faire des victimes de : Mawda (tuée par la police en 2023), Tamazi (mort en 2023 en centre fermé), c'est en leur mémoire aussi que nous nous rassembleront. Et en mémoire de tou.te.s les autres, anonymes, aux frontières, dans la mer, sur les routes, tous les jours. Luttons contre l'invisibilisation et l'oubli des nombreuses morts que l'Etat provoque à ses frontières et dans les centres fermés. Traques, rafles, arrestations, détentions, expulsions... Les frontières et leurs politiques violentent et tuent, le passé et le présent ne cessent de le démontrer. Toute notre solidarité va aux victimes de ces actes de torture, commis par des fonctionnaires de l'État en toute impunité.

Nous n'acceptons pas la construction d'un centre fermé à Jumet, nous ne croyons pas les mensonges et omissions des politiques, nous ne tolérons pas qu'ils nous cachent ce qu'un projet de centre fermé incarne réellement : l'incarcération et la déportation de milliers de personnes pour la seule raison qu'elles n'ont pas les bons papiers. Nous refusons que d'autres personnes périssent dans les centres fermés, durant les traques, les expulsions forcées, nous refusons que les frontières tuent en silence. Les dispositifs inhumains et meurtriers que sont les centres fermés doivent disparaître, pas question d'en construire de nouveaux !

Levons nos voix et organisons-nous contre ces politiques migratoires qui assassinent, pour la fin immédiate de tout enfermement, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous. Pour la mémoire de Semira Adamu et de toutes les personnes que les politiques migratoires ont visé, violenté, réprimé, tué. Opposons-nous à l'extension de la machine à enfermer et à expulser.

À Jumet, à côté de Charleroi, le gouvernement prévoit la construction d'ici 2028 d'un centre fermé de 200 places au total, ce qui en ferait le plus grand centre de détention dite "administrative" de Belgique. Les centres fermés séquestrent des personnes pour cause de « situation administrative irrégulière » et ont pour but officiel de déporter ces personnes détenues hors du territoire belge par avion, de force. Autrement dit, ces centres privent de liberté des personnes ayant pour seule infraction à leur charge de n'avoir pas les « bons » papiers. Ces dispositifs de détention furent implantés en Belgique à l'entrée de l'extrême droite au Parlement dans les années nonante. Depuis lors, la machine à enfermer et à expulser continue toujours d'être renforcée, les centres fermés s'étendent de plus en plus et témoignent d'une politique migratoire raciste, violente et meurtrière. Aujourd'hui, on dénombre 6 centres fermés en Belgique, et les gouvernements successifs prévoient d'en construire d'autres encore. Les budget déployés pour exécuter ces traitements inhumains sont astronomiques. Les expulsions se font à la chaîne : elles se comptent par milliers chaque année. L'ensemble de ce dispositif de détention-expulsion, d'une grande violence physique et psychologique, pousse les personnes à bout. Et l'État belge a été condamné à plus de 8000 reprises pour non-respect du droit fondamental de l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile. Depuis l'existence des centres fermés, de nombreuses personnes y ont trouvé la mort, dans certains cas par suicides, parfois dans des circonstances obscures, et parfois dans des meurtres.

C'est en mémoire de Semira Adamu, résistante sans-papiers tuée en 1998 par la police lors de sa sixième tentative d'expulsion, que nous manifesterons contre les centres fermés ce 22 septembre. Cette date nous rappelle sa mort, provoquée par le racisme et les politiques migratoires. Celles-ci ne cessent de faire des victimes de : Mawda (tuée par la police en 2023), Tamazi (mort en 2023 en centre fermé), c'est en leur mémoire aussi que nous nous rassembleront. Et en mémoire de tou.te.s les autres, anonymes, aux frontières, dans la mer, sur les routes, tous les jours. Luttons contre l'invisibilisation et l'oubli des nombreuses morts que l'Etat provoque à ses frontières et dans les centres fermés. Traques, rafles, arrestations, détentions, expulsions... Les frontières et leurs politiques violentent et tuent, le passé et le présent ne cessent de le démontrer. Toute notre solidarité va aux victimes de ces actes de torture, commis par des fonctionnaires de l'État en toute impunité.

Nous n'acceptons pas la construction d'un centre fermé à Jumet, nous ne croyons pas les mensonges et omissions des politiques, nous ne tolérons pas qu'ils nous cachent ce qu'un projet de centre fermé incarne réellement : l'incarcération et la déportation de milliers de personnes pour la seule raison qu'elles n'ont pas les bons papiers. Nous refusons que d'autres personnes périssent dans les centres fermés, durant les traques, les expulsions forcées, nous refusons que les frontières tuent en silence. Les dispositifs inhumains et meurtriers que sont les centres fermés doivent disparaître, pas question d'en construire de nouveaux !

Levons nos voix et organisons-nous contre ces politiques migratoires qui assassinent, pour la fin immédiate de tout enfermement, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous. Pour la mémoire de Semira Adamu et de toutes les personnes que les politiques migratoires ont visé, violenté, réprimé, tué. Opposons-nous à l'extension de la machine à enfermer et à expulser.

À Jumet, à côté de Charleroi, le gouvernement prévoit la construction d'ici 2028 d'un centre fermé de 200 places au total, ce qui en ferait le plus grand centre de détention dite "administrative" de Belgique. Les centres fermés séquestrent des personnes pour cause de « situation administrative irrégulière » et ont pour but officiel de déporter ces personnes détenues hors du territoire belge par avion, de force. Autrement dit, ces centres privent de liberté des personnes ayant pour seule infraction à leur charge de n'avoir pas les « bons » papiers. Ces dispositifs de détention furent implantés en Belgique à l'entrée de l'extrême droite au Parlement dans les années nonante. Depuis lors, la machine à enfermer et à expulser continue toujours d'être renforcée, les centres fermés s'étendent de plus en plus et témoignent d'une politique migratoire raciste, violente et meurtrière. Aujourd'hui, on dénombre 6 centres fermés en Belgique, et les gouvernements successifs prévoient d'en construire d'autres encore. Les budget déployés pour exécuter ces traitements inhumains sont astronomiques. Les expulsions se font à la chaîne : elles se comptent par milliers chaque année. L'ensemble de ce dispositif de détention-expulsion, d'une grande violence physique et psychologique, pousse les personnes à bout. Et l'État belge a été condamné à plus de 8000 reprises pour non-respect du droit fondamental de l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile. Depuis l'existence des centres fermés, de nombreuses personnes y ont trouvé la mort, dans certains cas par suicides, parfois dans des circonstances obscures, et parfois dans des meurtres.

C'est en mémoire de Semira Adamu, résistante sans-papiers tuée en 1998 par la police lors de sa sixième tentative d'expulsion, que nous manifesterons contre les centres fermés ce 22 septembre. Cette date nous rappelle sa mort, provoquée par le racisme et les politiques migratoires. Celles-ci ne cessent de faire des victimes de : Mawda (tuée par la police en 2023), Tamazi (mort en 2023 en centre fermé), c'est en leur mémoire aussi que nous nous rassembleront. Et en mémoire de tou.te.s les autres, anonymes, aux frontières, dans la mer, sur les routes, tous les jours. Luttons contre l'invisibilisation et l'oubli des nombreuses morts que l'Etat provoque à ses frontières et dans les centres fermés. Traques, rafles, arrestations, détentions, expulsions... Les frontières et leurs politiques violentent et tuent, le passé et le présent ne cessent de le démontrer. Toute notre solidarité va aux victimes de ces actes de torture, commis par des fonctionnaires de l'État en toute impunité.

Nous n'acceptons pas la construction d'un centre fermé à Jumet, nous ne croyons pas les mensonges et omissions des politiques, nous ne tolérons pas qu'ils nous cachent ce qu'un projet de centre fermé incarne réellement : l'incarcération et la déportation de milliers de personnes pour la seule raison qu'elles n'ont pas les bons papiers. Nous refusons que d'autres personnes périssent dans les centres fermés, durant les traques, les expulsions forcées, nous refusons que les frontières tuent en silence. Les dispositifs inhumains et meurtriers que sont les centres fermés doivent disparaître, pas question d'en construire de nouveaux !

Levons nos voix et organisons-nous contre ces politiques migratoires qui assassinent, pour la fin immédiate de tout enfermement, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous. Pour la mémoire de Semira Adamu et de toutes les personnes que les politiques migratoires ont visé, violenté, réprimé, tué. Opposons-nous à l'extension de la machine à enfermer et à expulser.